

Loi « Travail », loi patronale, loi d'exclusion sociale

Les 12 et 17 mai

« hurlons » l'exigence du retrait

Chimie • Caoutchouc • Industrie pharmaceutique • Répartition pharmaceutique • Drogue pharmaceutique • Instruments à écrire • Laboratoires
d'Analyses Médicales • Navigation de plaisance • Officines • Pétrole • Plasturgie • Négoce et prestations de services médico-techniques.

Après des mois de débats, d'expressions, de médiatisation patronale et gouvernementale, rien n'y fait, la loi Khomri reste rejetée par 70 % de la population, quel que soit le sondage.

Le « théâtre de l'hypocrisie » mis en scène par le MEDEF et le gouvernement ne change pas cette opinion lucide, responsable des salariés dont les conditions de vie de demain sont impactées tout comme l'avenir des jeunes.

Le MEDEF qui « se plaint » de petits arrangements de façade joue le rôle « d'apaisement » en laissant croire que la loi aurait été changée alors que sur le fond c'est la loi du patron qui sera force de loi demain dans les entreprises.

Le gouvernement, serviteur modèle du MEDEF, joue sa partition patronale avec d'une main, la « largesse » dans les salons vers les jeunes en lâchant quelques miettes, et de l'autre main, la répression policière dans les rues faisant monter colères, exaspérations, conflits destinés à faire peur à la population.

TOUT EST ORGANISÉ POUR DÉCRÉDIBILISER, DÉCOURAGER L'ACTION DES SALARIÉS, DE LA JEUNESSE QUI REPRÉSENTE LE RÉEL DANGER POUR CES GENS HABITUÉS À DÉCIDER EN « PETITS COMITÉS » POUR LA MAJORITÉ.

A marche forcée, le gouvernement accélère le pas pour faire voter cette loi rejetée désormais tant par les salariés, la population que la quasi-totalité des partis politiques, les uns pensant présidentielles de 2017, d'autres étant en accord avec la classe ouvrière.

DANS LA LIGNE DROITE, IL FAUT :

- ➔ AMPLIFIER,
- ➔ ACCÉLÉRER LA MOBILISATION, LES GRÈVES

POUR QUE LA VOIX DES TRAVAILLEURS ATTEIGNE L'HÉMICYCLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les 12 et 17 mai, ce sont des journées nationales de mobilisation générale, de grèves qui s'inscrivent dans le prolongement des moments forts de lutte des 9 mars, 31 mars, 28 avril avec entre temps des initiatives.

PAS QUESTION DE LAISSER NOS AFFAIRES, NOS CONDITIONS DE VIE SE DÉCIDER EN CATIMINI ENTRE QUELQUES PROFESSIONNELS DE LA POLITIQUE PLUS SPÉCIALISÉS DANS LES AFFAIRES FINANCIÈRES QUE LES AFFAIRES SOCIALES.

RETRAIT DE LA LOI KHOMRI

- ➔ NÉGOCIATIONS SUR LES LOIS DE PROGRÈS SOCIAL
- ➔ LES 12 ET 17 MAI, MASSIVEMENT, DONNONS DU TONUS AUX EXIGENCES DES SALARIÉS, SEULS CRÉATEURS DE RICHESSES DU PAYS !

**GRÈVES, MANIFESTATIONS
PARTOUT LES 12 ET 17 MAI.**